

Choisir le Québec

PLATEFORME POLITIQUE
-2025-



Sommaire

› Avant-propos	4
› Choisir de se tenir debout	6
Contrer la menace Trump	7
Soutenir nos travailleurs	8
Vers notre souveraineté alimentaire	8
Maximiser nos ressources	10
Accélérer l'innovation québécoise	11
Développer notre territoire	13
Jouer un nouveau rôle mondial	13
Faire porter notre voix	14
Renforcer les frontières	14
› Choisir d'être nous-mêmes	15
Combattre le coût de la vie	16
Trouver son chez-soi	16
Offrir des soins	18
Promouvoir notre langue française	18
Défendre la laïcité et la démocratie	19
Faire fleurir la culture québécoise	20
Encadrer l'immigration réussie	22
Être féministe	23
Combattre les échappatoires fiscales	23
Réformer les institutions	24
Protéger la justice	25
Échanger de nation à nation	26
› Choisir un environnement sain	27
Lutter contre les changements climatiques	28
Changer pour s'adapter	29
Protéger la nature	29
Réorganiser nos transports	30
Développer nos infrastructures	31
Faire contribuer la finance verte	31
› Choisir le Québec	32

Avant- propos



Yves-François Blanchet Chef du Bloc Québécois

Au cours de leur histoire, les Québécois ont construit de grandes choses et traversé des épreuves terribles, toujours en serrant les coudes. Tissés serrés, dit-on chez nous.

Le Québec est une nation généreuse, résiliente, entreprenante et innovante. Une nation de créativité, d'arts et de rêves. Une nation unique au monde. Une nation, point.

Nous avons, au Québec, tous les outils pour faire face aux temps troubles qui nous guettent. Notre économie est menacée par le nouveau

président américain, notre culture fait face à de grands défis dans le nouvel environnement numérique et les changements climatiques nous obligent à agir avant qu'il ne soit trop tard.

Qu'à cela ne tienne! Les épreuves sont grandes, mais les Québécois, forts de leur solidarité, de leur détermination et de bien pire dans leur histoire, peuvent relever tous les défis.

Le Bloc Québécois a des propositions pour répondre aux enjeux d'aujourd'hui, faire prospérer notre économie, continuer à être qui nous sommes

et pour un Québec plus vert
et plus riche à la fois, et être
encore plus forts et inspirants.

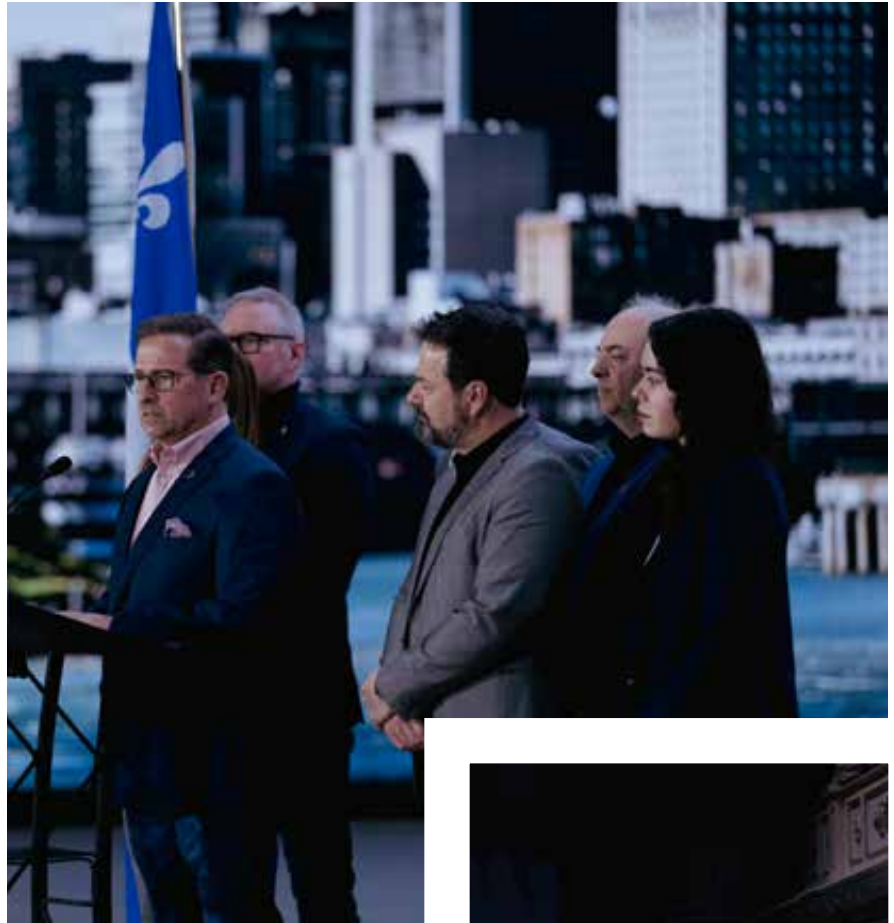
Ces propositions, nous les faisons
par amour de notre nation,
mais aussi par devoir, car nous
sommes convaincus que c'est
en étant fidèles à nous-mêmes,
à nos valeurs, à notre identité
profonde que notre pays en
devenir rayonnera enfin en tant
qu'égal de toutes les grandes
nations du monde, en tant que
modèle d'un futur possible.

Nous nous le devons à nous-
mêmes, comme peuple fier,
fort et audacieux, mais nous le
devons aussi à ceux qui suivront :
nos enfants et petits-enfants
qui découvriront, aimeront et
bâtiront le Québec de demain :
un Québec indépendant.
Nous arrivons de loin, peuple
assujéti qui s'est dressé en
si peu de temps, et notre
destin n'est pas achevé.

Nous devons forger pour nos
jeunes les outils pour que,
même dans l'adversité et face
à des opposants parfois sans
scrupules, ils aient la liberté de
faire le même choix que nous
vous proposons aujourd'hui.

Le seul choix qui s'impose et
celui qui nous anime toujours.

Choisir le Québec.



Choisir de se tenir debout

Le Québec est fait fort. Fort de son énergie propre, de ses ressources naturelles, mais aussi fort de la diversité de son économie et de la créativité des cerveaux québécois.

Cette force ne passe pas inaperçue dans la guerre tarifaire lancée par Donald Trump, prélude à une négociation rude, mais à une nouvelle donne commerciale et économique où nous prévaudrons.

L'aluminium visé par ses menaces et les tarifs, c'est celui du Québec. L'industrie aérospatiale qui est ciblée, c'est la nôtre. Les agriculteurs dont Washington relèque les parts de marché, ce sont nos producteurs de lait, d'œufs et de volailles, dans nos régions. On peut en dire autant des minéraux stratégiques, du bois d'œuvre, de l'énergie propre, des pêches côtières et plus encore de la culture et des arts. De ce qui fait que nous sommes qui nous sommes.

Les Québécois ont des intérêts uniques à défendre face à la menace Trump. Il ne s'agit pas tant de déterminer « qui » parlera pour le Québec, mais de « quoi » il sera question à la table des négociations.

Les Québécois ont tout à gagner et rien à perdre à faire élire des Québécois et des Québécoises qui défendront sans compromis les intérêts du Québec et de personne d'autre, sans prendre des ordres de marche de Toronto, mais ouverts à la collaboration entre égaux.

Ils veulent un Québec qui achète local, mais qui vend partout où l'on saura apprécier la qualité de nos produits et notre savoir-faire.

Un Québec qui prend plus de place, pas un Québec qui rentre dans le rang.



Un Québec ouvert aux affaires, mais pas au prix de sa langue, ses travailleurs, son territoire, son environnement et ses valeurs.

Un Québec qui poursuit la lutte aux changements climatiques, même si c'est difficile, parce que c'est aussi un atout pour nos entreprises face aux géants américains, ainsi qu'une condition à l'entrée de marchés extérieurs, et une source d'économie pour les ménages qui paient pour les dommages qu'ils causent à coups de milliers de dollars par année chacun.

Un Québec qui joue un plus grand rôle dans le monde, celui pour lequel il a toujours été destiné : être le pont entre l'Amérique et l'Europe, entre le pétrole et les énergies propres.

Les Québécois connaissent l'adversité. Ça fait 400 ans qu'ils connaissent l'adversité.

Ils choisiront des élus qui leur ressemblent et qui n'hésitent pas une seconde à dire haut et fort :

« Je choisis le Québec » !

Contre la menace Trump

Le Bloc Québécois exigera une participation québécoise sélectionnée par le Québec pour représenter nos intérêts à la table de négociations de tout accord commercial.

Il soutiendra des contre-tarifs ciblés et raisonnables afin de riposter contre Donald Trump, tout en se faisant le porte-voix des entreprises qui devront, à titre individuel, en être exemptées.

Le Bloc Québécois soutiendra des mesures d'aide aux entreprises et aux travailleurs affectés par la guerre commerciale de Donald Trump, incluant un programme inspiré de la subvention salariale mise en place durant la COVID, pour le maintien du pouvoir d'achat et du lien d'emploi lorsque ce sera nécessaire. Les programmes devront favoriser la transformation de nos ressources, la diversification des marchés, la recherche et l'innovation et la productivité. Ils devront être précédés d'un accès facilité à des liquidités transitoires et être harmonisés sur les tarifs payés par les entreprises.

De même, les revenus des contre-tarifs devront être réservés aux entreprises ayant subi les effets des mesures d'intimidation de l'administration américaine.

Le Bloc proposera d'instaurer des critères d'approvisionnement local dans les appels d'offres publics, comparables au « *Buy American Act* », avec des garanties de retombées pour le Québec qui soient proportionnelles à son poids dans l'économie canadienne.

Il s'opposera catégoriquement à toute tentative d'imposer des politiques néfastes au Québec sous prétexte de libre-échange interprovincial, par exemple, affaiblir la protection de la langue française, abolir l'obligation de transformer chez nous le bois coupé dans la forêt québécoise, imposer des gazoducs et oléoducs ou remplacer les institutions québécoises de reconnaissance des compétences des travailleurs et professionnels.

Le Bloc exigera un ajustement carbone à la frontière, afin que nos entreprises ne soient pas commercialement désavantagées par l'abandon de toute forme de lutte à la pollution par Donald Trump.

Il ira à la rencontre des milieux économiques américains qui souffrent du protectionnisme de Donald Trump et multipliera les rencontres diplomatiques visant à ouvrir ou consolider de nouveaux marchés.

Il exigera des investissements dans la 2^e et la 3^e transformation des ressources produites au Québec.



Le Bloc promouvra la diversification de notre économie, notamment en poussant le fédéral à mieux outiller nos entreprises afin qu'elles profitent davantage des débouchés offerts par les accords de libre-échange avec l'Europe et la zone Pacifique.

Le Bloc fera tout pour protéger la culture dans les accords commerciaux, de même que les droits des créateurs de contenu en arts et en information, dont les revenus publicitaires sont littéralement piratés par les géants d'internet.

Le Bloc déposera un projet de loi pour obliger le Canada à faire voter en Chambre le texte préliminaire des accords de libre-échange, avec un mémoire explicatif, avant de les ratifier. Si les Québécois confèrent au Bloc Québécois la balance du pouvoir, une approche responsable et de collaboration permettra aussi d'assurer sans équivoque la protection de la spécificité économique du Québec.

Il favorisera l'ajout de critères environnementaux dans les appels d'offres publics, notamment l'impact sur les émissions de carbone.

Le Bloc Québécois s'oppose à tout accord impliquant un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États permettant aux grandes entreprises de poursuivre abusivement les pays, notamment en matière de lois environnementales.

Il déposera une stratégie pour soutenir l'achat local, incluant des frais postaux aussi avantageux pour les PME que les grandes entreprises ainsi qu'une restriction des frais d'interchange facturés aux commerçants.

Soutenir nos travailleurs

Le Bloc Québécois propose de modifier les critères d'accès à l'assurance-emploi pour les chômeurs dont la perte d'emploi est directement liée au conflit commercial international, d'abord en accélérant le délai de traitement des demandes.

Il déposera une réforme de l'assurance-emploi, qui en facilitera énormément l'accès et qui en bonifiera les prestations.

Le Bloc exigera que le fédéral éponge la dette de pandémie de la caisse d'assurance-emploi, plutôt qu'imposer ses responsabilités aux travailleurs.

Le Bloc Québécois réitère son plein appui aux fonds de travailleurs et défendra le maintien de l'âge de la retraite à 65 ans.



Vers notre souveraineté alimentaire

Le Bloc Québécois s'engage, dès le retour du Parlement, à redéposer en premier un projet de loi protégeant la gestion de l'offre pour éviter que nos agriculteurs et transformateurs ne soient encore sacrifiés par Ottawa dans l'ACEUM.

Il exige que les autres partis aspirant à former un gouvernement s'engagent formellement et irrévocablement à le reprendre à leur compte en vue d'une adoption immédiate et d'une priorisation au Sénat afin qu'une telle loi reçoive la sanction royale avant l'été 2025. Après deux trahisons, les mots ne suffisent plus.

› Souveraineté alimentaire

Le Bloc soutiendra la relève agricole, notamment en promouvant la reprise de terres en friche.

Il exigera des appuis à la productivité du milieu agricole, incluant dans l'automatisation et la capacité d'abattage locale.

Il exigera que le fédéral soutienne pleinement tout effort de Québec de stimuler l'agriculture biologique, la culture en serre, l'agriculture urbaine et de proximité, la filière locale du surgelé et plus.

Il proposera de décentraliser Développement économique Canada en confiant les sommes à des fonds régionaux qui permettront de régionaliser la prise de décision.

Le Bloc Québécois exigera que le fédéral abaisse la taxe d'accise des microdistilleries québécoises, au moment où le Québec et les provinces discutent d'ouvrir leurs marchés des alcools.





› Résilience alimentaire

Le Bloc Québécois travaillera à l'amélioration des programmes de gestion des risques inadéquats, tels qu'Agri-Stabilité, afin qu'ils soutiennent mieux nos agriculteurs face aux changements climatiques et aux risques commerciaux, en plus de récompenser les pratiques environnementales innovantes.

Le Bloc Québécois militera pour l'interdiction rapide des pesticides néonicotinoïdes, avec soutien à la transition pour les agriculteurs, et proposera d'investir dans la recherche et le développement d'alternatives dans une perspective de réduction générale des pesticides.

› Transparence pour les consommateurs

Le Bloc Québécois soutiendra l'étiquetage des produits afin d'en distinguer la provenance, d'en connaître la liste d'additifs et de colorants ainsi que de savoir lesquels sont des OGM ou sont issus de l'édition génomique ou du clonage.

Il préconisera le principe de précaution dans l'homologation d'additifs, colorants, pesticides, engrais ou OGM afin de protéger l'entrée de nos exportations sur un marché européen plus sévère.

Il poussera Ottawa à revoir son principe d'équivalence, qui permet aux Américains d'exporter leurs produits au Canada alors qu'ils contiennent des additifs, des pesticides ou d'autres éléments qui sont interdits ici.

› Pêches

Le Bloc travaillera avec le fédéral, le Québec et les milieux à l'élaboration d'un plan de diversification des marchés pour les pêches, alors que 85 % des exportations de nos produits sont dirigées vers les États-Unis.

Le Bloc Québécois militera en faveur du rapatriement des pleins pouvoirs en matière de pêches.

Dans l'intervalle, il proposera de confier à une agence indépendante décentralisée la gestion des stocks, des permis et des quotas afin que toute décision sur les pêches soit basée sur la science, pas le favoritisme.

Il travaillera à instaurer un protocole rigoureux de partage de la collecte de données entre le ministère, les pêcheurs et les chercheurs du milieu des pêches.

Il soulignera que ces propositions menant à une meilleure connaissance de la réalité sur le terrain devraient pouvoir mener à des permissions raisonnables pour la pêche personnelle de diverses espèces.

Le Bloc poussera le fédéral à promouvoir et développer des marchés visant la réouverture ou l'élargissement de certaines pêches ou chasses durables, par exemple le sébaste ou le phoque.

Le Bloc travaillera à l'amélioration des infrastructures de transport, incluant la réfection des quais et des ports pour petits bateaux.



Maximiser nos ressources

› Bois

Alors que l'industrie forestière est attaquée frontalement par des tarifs américains illégaux, le Bloc proposera d'utiliser plus de bois québécois dans la construction et la rénovation avec une charte du bois fédérale.

Le Bloc exigera qu'un prochain traité commercial contienne des dispositions pour que cesse l'imposition de tarifs aléatoires par les autorités américaines sur le bois québécois et canadien.

Nous soutiendrons un plan d'action pour favoriser la 2^e et la 3^e transformation du bois accompagné d'un budget conséquent.

› Aluminium

Le Bloc Québécois souhaitera que le fédéral épaulé nos alumineries dans un effort d'ouvrir de nouvelles opportunités commerciales en Europe.

Nous réitérerons que l'aluminium devrait obtenir le même statut que l'acier dans l'ACEUM, c'est-à-dire qu'il doit être coulé et fondu localement pour être considéré comme fabriqué en Amérique du Nord.

L'aluminium carboneutre dont le procédé est inventé au Québec devra recevoir un traitement privilégié dans les conditions d'octroi de contrats publics et de subventions par le gouvernement fédéral.



› Minéraux critiques et stratégiques

Le Bloc Québécois va défendre la souveraineté du Québec sur ses sols et ses ressources naturelles, incluant les minéraux critiques et les terres rares, et réitère que le fédéral n'a pas la légitimité de développer seul des stratégies pancanadiennes ni de négocier l'accès à nos ressources avec d'autres États.

Il défendra que la filière batterie doit être développée au Québec à proximité de la ressource et non pas en Ontario dans l'industrie automobile à partir d'énergies polluantes.

Il défendra le soutien à cette industrie, de l'extraction jusqu'à la transformation locale, puis le recyclage chez nous de ces matières cruciales.



Accélérer l'innovation québécoise

› Aérospatiale

Le Bloc Québécois exigera une stratégie de l'aérospatiale afin que le Canada soutienne enfin adéquatement l'avenir de notre fleuron québécois, troisième pôle du monde dans le domaine. Une telle stratégie devra être assortie de conditions quant au contenu canadien et spécifiquement québécois dans l'accès aux contrats publics et militaires.

Le Bloc veillera à modifier la taxe de luxe afin d'en exclure une disposition qui pénalise l'aérospatiale québécoise, déjà aux prises avec l'affrontement économique de Donald Trump.

› Notre place financière

Le Bloc agira pour freiner les pertes de sièges sociaux aux mains de puissances rivales en renforçant la Loi sur Investissement Canada, en plus d'exiger qu'Ottawa entame des négociations avec Québec visant à mieux protéger nos entreprises contre les prises de contrôle hostiles en modifiant la Loi sur les sociétés par actions.

Le Bloc Québécois protégera la place financière montréalaise, essentielle au maintien des sièges sociaux. Nous défendrons les compétences du Québec en matière de finance et de valeurs mobilières, menacées par Toronto sous prétexte d'abattement des obstacles au commerce intérieur.





› Recherche et industries de pointe

Le Bloc Québécois soutiendra un réinvestissement massif dans la recherche et développement, avec l'urgence d'améliorer l'innovation, la compétitivité et la productivité de nos entreprises.

Le Bloc proposera de profiter des coupes de Donald Trump dans le financement de la recherche scientifique pour financer un effort de recrutement intensif des cerveaux américains dans des domaines de pointe, notamment l'intelligence artificielle, le biomédical et les technologies propres.

Il militera pour le développement de l'autonomie pharmaceutique du Québec.

Le Bloc proposera d'étudier ce qui se fait à l'étranger dans les sciences quantiques, notamment au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, en matière de réglementation, d'encadrement des nouvelles technologies et d'occasions à saisir pour le développement de notre expertise.

Le Bloc insistera pour la reconnaissance de l'expertise de pointe du Québec en matière de recherche quantique, notamment en soutenant la mise en place d'une stratégie quantique canadienne qui reconnaisse le poids du Québec dans la prochaine révolution technologique.



Le Bloc relancera le débat sur l'encadrement de l'intelligence artificielle, en s'assurant que ce soit le Québec qui ait compétence en cette matière et en s'inspirant des meilleures pratiques mondiales.

Il proposera des réinvestissements prévisibles et récurrents dans la recherche scientifique universitaire.

Il travaillera à établir une équité dans le financement de la science pour les francophones et pour les institutions en région.

Il proposera de soutenir financièrement les institutions de promotion de la science dans les régions du Québec, notamment autour du remarquable réseau de centres de recherche des régions du Québec et du réseau des Universités du Québec.



Développer notre territoire

Le Bloc Québécois proposera un crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés et les nouveaux arrivants qui s'établissent en région.

Il proposera qu'Ottawa transfère au Québec les sommes pour le développement de la couverture cellulaire afin d'en accélérer le déploiement, comme il l'a fait pour l'Internet haute vitesse.

Il agira pour déconcentrer l'administration publique fédérale d'Ottawa et la redéployer dans les régions du Québec ainsi qu'à Gatineau.

› Transport

Le Bloc Québécois militera pour amenuiser l'un des plus importants obstacles au commerce interprovincial : les infrastructures de transport désuètes.

Le Bloc appuiera le développement d'un TGV et, dans l'intervalle, travaillera à des solutions aux retards dans le transport en commun ferroviaire avec toutes les parties concernées.

Il exigera que le fédéral soutienne toutes les initiatives québécoises en matière de transport afin de décloisonner les régions, notamment établir ou rétablir, un service ferroviaire, améliorer l'offre de transport aérien et les initiatives régionales, la diversification des vocations des aéroports régionaux et l'encadrement des pratiques hostiles à la concurrence d'Air Canada.

Jouer un nouveau rôle mondial

Le Bloc Québécois se résout à soutenir la cible minimale de 2 % du PIB en financement de la défense, et ce, avant la fin de la prochaine législature, en misant sur la technologie québécoise, ce qui permettra à la fois de renforcer nos forces armées et nos partenariats avec les alliés de l'OTAN et d'Europe, dont l'Ukraine.

Il proposera de reconsidérer l'avenir des achats militaires en privilégiant les partenariats internationaux de développement conjoint, notamment avec nos alliés européens, à l'image du modèle de brise-glace PolarMax par le Chantier Davie et son fort potentiel de retombées pour le Québec et la Finlande.

Le Bloc Québécois exigera que le Canada obtienne le code source des avions F-35 qu'il achète à fort prix aux États-Unis, faute de quoi il faudra mettre fin au contrat et se tourner vers d'autres partenaires.

Le Bloc Québécois proposera une planification rapide sur les termes d'acquisition de la prochaine vague d'appareils de chasse qui assure une participation en amont du secteur aérospatial québécois et canadien dès la conception des appareils.

Le Bloc Québécois appuiera un renforcement de la souveraineté territoriale dans l'Arctique en continuant de s'appuyer sur l'expertise du Chantier Davie en matière de brise-glaces polaires et un généreux rattrapage dans l'offre de contrats à ce fleuron.

Parallèlement, le Bloc propose que le fédéral contribue à la création, dans la vallée du Saint-Laurent, d'une plaque tournante mondiale en construction navale reconnue et traitée justement par le gouvernement fédéral dans le cadre de sa stratégie maritime de construction navale.

Plus que jamais, il proposera d'investir en aide internationale à hauteur de 0,7 % du revenu national brut, avec un meilleur suivi des investissements, en priorisant l'éducation, la santé, l'adaptation aux changements climatiques et la réduction de la pauvreté.

Il proposera que le Canada contribue davantage pour compenser les coupes de Donald Trump dans les organisations mondiales comme l'OMS, l'UNESCO et plus encore, tout en militant auprès des autres pays pour qu'ils fassent de même.

Faire porter notre voix

Le Bloc luttera contre l'importation de marchandises, entre autres dans le « fast fashion », issues du travail forcé, notamment celui des Ouïghours dans le cadre d'un génocide perpétré par la Chine.

Il élargira les pouvoirs trop limités de l'ombudsman de la responsabilité des entreprises afin de punir les crimes commis à l'étranger par des compagnies canadiennes, notamment dans l'industrie minière et le diamant et dans le secteur énergétique.

Il travaillera à codifier et définir dans le Code criminel le concept de « répression transnationale » afin d'empêcher d'autres États de traquer, surveiller, intimider ou rapatrier des dissidents politiques.

Le Bloc priorisera les relations avec la Francophonie, particulièrement sur le continent africain.

Il consolidera ses relations avec les autres nations sans État et non souveraines, avec qui il réitérera que le droit à l'autodétermination des peuples constitue un fondement indéniable du droit international.

Tous les élus du Bloc Québécois présenteront une image juste du Québec à la communauté internationale et au corps diplomatique au Canada et au Québec, les préparant de ce fait à l'éventualité d'un prochain référendum sur la souveraineté et, le cas échéant, à la reconnaissance de l'indépendance du Québec.

Renforcer les frontières

Le Bloc Québécois proposera de créer un ministre des Frontières, directement responsable des services frontaliers et 100 % imputable.

Le Bloc Québécois ajoutera aux mesures déjà annoncées par Ottawa aux frontières, notamment en permettant aux agents des services frontaliers d'intervenir partout au long de la frontière ainsi qu'en annulant les réductions d'heures d'ouverture des postes.

Il ajoutera à ces efforts du recrutement et du déploiement de renforts à la GRC, des investissements dans la surveillance des ports ainsi qu'une inspection du transport ferroviaire de marchandises.

Le Bloc continuera d'exiger et participer à un meilleur contrôle des armes à feu illégales et interdites. Il continuera à veiller à ce que de telles réglementations ne restreignent pas les droits et l'industrie de la chasse sportive.

Il exigera du ménage dans les liens entre les grandes banques torontoises et le blanchiment d'argent des groupes criminels.

Il proposera de durcir les peines imposées aux passeurs aux frontières.

En matière d'ingérence étrangère, le Bloc réclamera la mise en œuvre immédiate du registre des agents étrangers, une collaboration transparente entre Ottawa et Québec ainsi qu'un point de contact unique pour les citoyens voulant dénoncer des actes suspects.

› Crise du fentanyl

La crise du fentanyl est d'abord et avant tout une crise de santé publique. Le Bloc Québécois soutient qu'une hausse massive du financement de la santé par les transferts fédéraux est la seule manière d'améliorer l'offre déficiente en soins de santé mentale, en places dans les centres de réadaptation, en accès rapide aux soins d'urgence, en travailleurs sociaux, en centres de consommation supervisée et en réduction des méfaits. Toutefois, des mesures frontalières contre le crime organisé demeurent nécessaires, en collaboration avec les autorités américaines et mexicaines.



Choisir d'être nous-mêmes

Le Québec, c'est chez nous. C'est nous tous qui choisissons d'y vivre et de s'y tailler un bout d'avenir ensemble.

Des millions de nous tous qui formons la nation québécoise. Une nation fondée sur une histoire de résistance, remplie de têtes résilientes, têtues, parfois de bœuf, voire de cochon.

Une histoire grandie de toutes les histoires de tous ceux et celles qui en avaient d'autres à nous conter, avec des mondes à partager.

Une histoire de nation à nation.

Une épopée tranquille de solidarité, beau temps mauvais temps. D'hommes et de femmes créant du beau et du neuf avec tout et encore plus, souvent avec rien.

Une aventure écrite en langue française, au cœur de notre vie publique, au cœur de notre vie quotidienne, au cœur de notre vie tout court.

Enrichie chaque jour de chaque lettre déposée sur chaque page ; de chaque note échappée de chaque concert ou de chaque ruelle.

Celle d'une nation improbable à contrecourant du destin.

Une nation qui a dû se battre pour connaître la valeur de la démocratie, de l'égalité, de la laïcité.

La valeur du droit à l'autodétermination, tant personnelle que nationale.

Une nation aussi enracinée, mais aussi fragile, que sa toute simple volonté d'exister avec toute sa force de vie.

Le Québec, c'est un choix.

Je choisis le Québec.





Combattre le coût de la vie

Le Bloc Québécois déposera un projet de loi pour hausser la pension de vieillesse des 65 à 74 ans de 10 % et mettre fin aux deux classes d'ânés, une mesure discriminatoire infligée par le dernier gouvernement libéral, en plus d'augmenter le seuil permettant aux personnes touchant le Supplément de revenu garanti de travailler davantage sans pénalité dans leurs prestations. Il proposera aussi des incitatifs fiscaux pour les ânés qui choisissent de rester sur le marché du travail.

Le Bloc Québécois propose de doubler le crédit de TPS pour les trimestres où l'inflation dépasse la cible de la Banque du Canada (entre 1 % et 3 %) et de le verser chaque mois.

Le Bloc reverra le calcul de l'Allocation pour enfants pour mieux l'adapter aux familles recomposées en le basant sur les revenus des parents qui ont la responsabilité des enfants plutôt que sur celui des ménages.

Le Bloc compte abolir la TPS sur tous les biens de seconde main.

Le Bloc agira pour restreindre les taux d'intérêt des cartes de crédit.

Le Bloc proposera un programme de garantie de prêts jusqu'à 10 000 \$ afin de soutenir les 35 ans et moins qui veulent se lancer en affaires afin de leur faciliter l'accès au crédit.

Il mettra fin à l'invitation fédérale au gaspillage en vertu de laquelle toute entreprise qui détruit des biens importés invendus, par exemple des vêtements, est compensée pour ses frais de douane alors qu'une entreprise en faisant don à un OBNL doit assumer toutes ses pertes.

Le Bloc Québécois soutiendra les consommateurs québécois en luttant pour le droit à la réparation et contre l'obsolescence programmée.



Trouver son chez-soi

Le Bloc Québécois réclamera le transfert sans condition au Québec de toutes les sommes investies en logement, une compétence exclusive du Québec, comme l'exige l'Assemblée nationale du Québec à l'unanimité.

D'ici là, il travaillera à la simplification des programmes fédéraux et leur arrimage avec ceux du Québec.

Il réitère que l'aménagement du territoire, le zonage et l'urbanisme, entre autres, relèvent exclusivement du Québec et des municipalités.

Il poussera le fédéral à revoir sa définition de « logement abordable » afin qu'il finance enfin la construction de logements réellement abordables selon les marchés des différentes régions.

› Construction et rénovations

Le Bloc Québécois travaillera à augmenter substantiellement, grâce aux transferts fédéraux sans condition, la proportion de logements hors marché à 20 %.

Il proposera l'augmentation et l'indexation du seuil des coûts de rénovation permis par porte pour les HLM sous convention afin que des rénovations majeures puissent aussi être effectuées en cours de route et que les projets puissent s'autofinancer lorsque la convention se termine.

Le Bloc Québécois propose de serrer la vis au phénomène des « flips » immobiliers en haussant à deux ans la période durant laquelle un propriétaire doit conserver une propriété pour bénéficier de l'exemption de gain en capital sur les profits de la vente, en maintenant les exceptions existantes.

Il propose de faciliter le transfert de terrains et de bâtiments fédéraux en bas du prix du marché pour permettre à de plus petits organismes de pouvoir en faire l'acquisition.

Le Bloc exigera que le fédéral appuie financièrement sans condition toute initiative québécoise en matière de développement de logement étudiant comme moyen de réduire la pression sur le parc résidentiel et locatif, notamment dans les régions et à l'initiative des institutions collégiales et universitaires.

Il proposera que les investissements fédéraux en logement soient automatiquement accompagnés de hausses de financement pour les infrastructures municipales requises, par exemple le traitement des eaux usées, l'électricité, etc.



› Accès à la propriété

Le Bloc Québécois proposera une aide fédérale majeure aux acheteurs d'une première propriété de valeur raisonnable afin de les aider à finaliser leur mise de fonds.

Le Bloc Québécois propose par ailleurs l'abolition de la TPS pour les premiers acheteurs sur les services afférents, comme les notaires, inspecteurs en bâtiment et arpenteurs, entre autres.

Le Bloc Québécois soutiendra le remboursement de la TPS sur les maisons neuves pour les premiers acheteurs.

› Itinérance

Le Bloc Québécois exigera l'augmentation, la pérennisation et l'indexation du financement en itinérance, en arrimage avec la stratégie québécoise et sans condition, alors qu'il manque toujours près de 3,5 G\$ annuellement d'investissements fédéraux pour atteindre l'objectif de réduire la crise de 50 %.

Offrir des soins

Le Bloc Québécois visera une hausse des transferts fédéraux en santé à hauteur de 35 % des coûts totaux afin de corriger la crise persistante dans notre réseau public de la santé.

Le Bloc Québécois déposera un projet de loi permettant les demandes anticipées dans le Code criminel pour les provinces qui ont légiféré en cette matière.

Le Bloc Québécois réclamera le transfert au Québec du programme fédéral de soins dentaires, ce qui permettra d'économiser en confiant la gestion à la RAMQ plutôt qu'à un assureur privé, tout en permettant un ajustement des grilles tarifaires pour qu'elles correspondent réellement aux frais facturés aux patients.



Promouvoir notre langue française

Le Bloc Québécois travaillera à soustraire le Québec à l'application de la *Loi sur les langues officielles* pour que le Québec soit seul maître d'œuvre de sa politique linguistique.

Il déposera un projet de loi pour rendre la connaissance suffisante du français obligatoire pour obtenir la citoyenneté à partir du Québec.

Le Bloc exigera que les communautés francophones minoritaires bénéficient des mêmes droits et des mêmes services dans leur langue que ceux dont bénéficient les Québécois d'expression anglaise.

Le Bloc Québécois exigera que les fonctionnaires fédéraux travaillant au Québec démontrent une connaissance du français, afin que la fonction publique fédérale cesse d'être le pire secteur économique du Québec en matière de capacité à travailler en français.

Le Bloc travaillera pour mettre fin aux nominations sous promesse d'apprendre le français.

Le Bloc agira pour instaurer une obligation de connaissance du français pour les dirigeants de sociétés sous responsabilité fédérale, par exemple Radio-Canada, VIA Rail ou Postes Canada.

Il militera pour la valorisation de la langue française dans le travail scientifique et les publications.





Défendre la laïcité et la démocratie

Le Bloc Québécois interdira le port de signes religieux aux employés en position d'autorité de l'État fédéral qui travaillent au Québec, en concordance avec le cadre mis en place par la loi 21.

Le Bloc Québécois s'opposera fermement à la contestation fédérale de la loi 21 du Québec, de surcroît menée avec l'argent des Québécois.

Il déposera un projet de loi pour abolir l'exception religieuse du Code criminel autorisant les discours haineux sous couvert de la foi.

Il déposera un projet de loi pour exclure le Québec du multiculturalisme canadien afin que le Québec choisisse son propre modèle d'intégration des nouveaux arrivants.

Le Bloc Québécois exigera que l'assermentation des citoyens se fasse à visage découvert et exigera que le serment soit lu en français au Québec, plutôt que dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada.

Il retirera du texte du serment de citoyenneté toute référence à la monarchie britannique et y ajoutera l'engagement de respecter certaines valeurs fondamentales, notamment l'égalité entre les hommes et les femmes, les droits des minorités sexuelles et la laïcité de l'État.

Le Bloc Québécois agira pour encadrer la prière dans les lieux publics fédéraux, notamment les aéroports.



Le Bloc Québécois militera pour l'abolition du poste de représentant spécial du Canada chargé de la lutte contre l'islamophobie. Il modifiera la définition de tâches du poste d'envoyé spécial du Canada pour la préservation de la mémoire de l'Holocauste et la lutte contre l'antisémitisme, afin de préserver les mandats qui découlent des engagements internationaux, tout en lui retirant le rôle de conseiller le premier ministre et les ministres.

En parallèle, le Bloc travaillera à la création d'un ombudsman contre la discrimination sous toutes ses formes dans ce qui relève du fédéral.

Le Bloc tentera de remplacer la prière quotidienne avant le début des travaux de la Chambre des communes par un moment de réflexion respectueux de la diversité de conscience.

Il agira pour éliminer le serment des élus fait à Charles III, monarque étranger et chef de l'Église anglicane.

Le Bloc Québécois déposera un projet de loi pour que le poste symbolique de gouverneur général soit rémunéré par la somme symbolique de 1 \$.

Le Bloc Québécois travaillera à l'abolition du Sénat.

Le Bloc Québécois proposera que les dépenses de visites au Canada de la Couronne britannique multimilliardaire lui soient facturées.

Faire fleurir la culture québécoise

Le Bloc Québécois proposera le transfert de tous les pouvoirs en matière d'arts et de culture au Québec et la création d'un Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications du Québec (CRTQ), de même que toutes les sommes liées à ces pouvoirs auparavant exercés par le fédéral.

D'ici là, le Bloc Québécois déposera un projet de loi pour que le CRTC ait l'obligation de consulter le Québec ou les provinces concernées avant toute réglementation touchant notre spécificité culturelle ou celle des communautés francophones ailleurs au Canada.

Le Bloc Québécois s'opposera à l'annulation de la taxe sur les services numériques réclamée par Donald Trump. Il militera pour que les fonds récoltés soient entièrement redistribués dans le milieu culturel et gérés par celui-ci, et exemptent les entreprises canadiennes qui sont victimes du piratage de leur propriété intellectuelle.

Il proposera une bonification substantielle du financement fédéral de la culture.

Le Bloc Québécois exigera que la culture francophone reçoive une part de 40 % de tout financement fédéral.

Le Bloc proposera une révision des programmes subventionnaires afin que les sommes soient mieux dirigées vers les organismes et diffuseurs soutenant directement les artistes et la culture d'ici.

Le Bloc Québécois proposera de donner de l'oxygène aux arts de la scène en remplaçant la TPS payée à l'achat de billets au profit d'un fonds destiné aux diffuseurs, promoteurs et festivals locaux de petite et moyenne taille qui animent nos centres-villes et villages.

Le Bloc Québécois soutiendra la modernisation de Radio-Canada/CBC, conditionnellement à davantage d'indépendance entre les réseaux francophone et anglophone.

Il exigera également la gratuité et l'accessibilité de tous les contenus en ligne du diffuseur public, incluant Tou.TV extra et les chaînes spécialisées, ainsi que le renforcement de son rôle de couverture régionale.

Le Bloc Québécois proposera la révision de la réglementation des médias traditionnels, aux prises avec la concurrence déloyale de multinationales ne respectant aucune réglementation locale.



Le Bloc Québécois proposera qu'Ottawa finance les initiatives de découvrabilité de la culture québécoise, par exemple MUSIQC.

Il déposera un projet de loi pour que le gouvernement canadien reconnaisse l'existence d'une culture québécoise et en fasse la promotion auprès des plateformes numériques, afin qu'elles accordent une plus grande place à nos créateurs dans leur programmation.

Le Bloc travaillera à une réforme du droit d'auteur tenant compte des nouveaux défis de l'ère numérique, incluant une obligation de divulgation des sources consommées par les applications d'intelligence artificielle et une révision de la définition d'utilisation équitable.

Le Bloc proposera une récompense fiscale pour les films, séries télé et publicités sur toutes les tribunes concernées qui utilisent et mettent en valeur des chansons québécoises francophones comme trame sonore plutôt que des chansons d'ailleurs.



Le Bloc s'assurera que les entreprises ne profitent plus de crédit d'impôt pour la publicité sur les médias sociaux au détriment des médias traditionnels.

Il soutiendra la reconduction des mesures d'aide à la presse écrite, incluant le partage des revenus publicitaires avec les géants du Web et le soutien à la salle de nouvelles.

Il exigera du soutien pour la distribution des journaux locaux.

Le Bloc Québécois mettra fin à toute dérive de financement de la culture conditionnel au respect d'une ligne éditoriale institutionnelle, comme l'envisageait l'Office national du film.

Le Bloc Québécois proposera des états généraux sur l'avenir de la radiodiffusion et plus particulièrement de la production et de la diffusion québécoise, ici comme à l'international, dans un univers médiatique changeant, concentré et à fort risque d'homogénéisation culturelle.

Le Bloc proposera la création d'un groupe de réflexion et de coopération renforcée avec les États membres de la Francophonie quant à la promotion, la bonification du contenu de certaines chaînes existantes et la mise en commun de nos ressources pour créer du matériel accessible à l'ensemble des pays de la Francophonie.

Le Bloc agira pour permettre aux artistes d'étaler leurs revenus aux fins de l'impôt.

Il travaillera avec l'industrie culturelle québécoise et l'Union des artistes afin de faciliter l'accès des artistes à l'assurance-emploi, sous le statut de travailleurs saisonniers, impliquant la normalisation de la retenue de cotisations d'assurance-emploi dans leur rémunération.

Il proposera une modernisation de la Loi sur les musées et de leur mode de financement désuet.

Il exigera la cession au Québec des parcs fédéraux sur le territoire québécois.

Il réclamera une commission d'enquête publique et indépendante sur les fédérations sportives, où se sont multipliés les cas d'abus, de discrimination et de mauvais traitements empêchant la pratique sécuritaire du sport.

Le Bloc Québécois militera pour des équipes sportives nationales du Québec.



Encadrer l'immigration réussie

› Immigration permanente

Le Bloc Québécois exige le transfert au Québec de tous les pouvoirs en immigration, incluant le Programme de mobilité internationale.

Le Bloc Québécois exige que le fédéral consulte le Québec et les provinces afin d'ajuster ses cibles d'immigration à leur capacité d'accueil.

Le Bloc Québécois exigera que le fédéral permette à Québec d'octroyer la résidence permanente conditionnelle à l'établissement en région.

› Immigration temporaire

Le Bloc Québécois déposera un projet de loi pour mieux encadrer les demandes d'asile, qui inclura l'obligation de traiter rapidement les dossiers, des pouvoirs d'exception pour le ministre pour éviter les abus, un resserrement des critères de recevabilité et la fin des demandes faites 14 jours après avoir franchi irrégulièrement la frontière.

Le Bloc Québécois proposera la création d'un volet d'urgence au ministère de l'Immigration pour lui permettre de secourir plus rapidement les réfugiés lors de crises majeures.

Il continuera d'insister sur la répartition équitable et proportionnelle des demandeurs d'asile entre le Québec et les provinces.

Le Bloc Québécois travaillera à obtenir des permis sectoriels et régionaux ouverts pour les travailleurs étrangers temporaires.



Être féministe

Le Bloc Québécois réitère qu'il ne tolérera pas de remise en question du droit des femmes à disposer de leur propre corps.

Il luttera contre tout effort législatif ou autre visant à affaiblir ce droit, directement ou indirectement.

Le Bloc Québécois s'opposera à l'invisibilisation des femmes dans l'appareil fédéral, qui n'est pas nécessaire à l'inclusion des minorités.

Le Bloc est en faveur d'un renforcement des peines lorsque des crimes sont commis dans un contexte de violence conjugale ou familiale.

Combattre les échappatoires fiscales

Le Bloc Québécois luttera contre l'évasion et l'évitement fiscal, alors que le Canada est devenu l'an dernier le 5^e pire paradis fiscal au monde, tout en étant l'un des huit pays qui freinent l'élaboration d'un cadre de coopération internationale contre ce fléau.

Le Bloc s'opposera à toute normalisation du recours à l'évitement fiscal par le gouvernement fédéral au bénéfice des entreprises ingrates.

Le Bloc Québécois exigera que les revenus des compagnies canadiennes comptabilisés dans les paradis fiscaux ne soient pas exonérés d'impôt lorsqu'ils sont rapatriés au Canada.

Il réitère son appui à un impôt minimal pour les multinationales, comme convenu à l'OCDE.





Réformer les institutions

Le Bloc Québécois luttera contre le pouvoir fédéral de dépenser, à la source du déséquilibre fiscal qui affame les services publics.

Le Bloc Québécois reprendra la recommandation de la Commission Hogue sur l'ingérence étrangère et exigera le retour du financement public des partis politiques.

Le Bloc Québécois vise une plus grande participation des minorités aux institutions publiques, mais proposera d'abolir les critères d'équité, diversité et inclusion dans l'appareil fédéral puisqu'ils créent de l'exclusion et sont inadaptés aux réalités du Québec et des régions.

Le Bloc Québécois proposera d'évaluer les candidatures de personnes et de projets en fonction de la compétence et du potentiel, tout en se montrant favorable au recours aux appels de candidatures anonymes lorsque possible.

Le Bloc exigera un rapport d'impôt unique administré par Québec afin de faire économiser temps et argent aux contribuables et entreprises, tout en réduisant le doublement administratif.

Le Bloc exigera que toutes les sommes attribuées par l'entremise d'Exportation et développement Canada (EDC) fassent l'objet de plus d'imputabilité politique.

Le Bloc Québécois travaillera à mettre fin à la dépendance du fédéral aux sous-traitants comme McKinsey, une accoutumance ayant coûté 18 G\$ aux contribuables seulement l'an dernier.

Le Bloc Québécois proposera d'assainir les institutions fédérales, notamment en élargissant les pouvoirs du commissaire à l'éthique et aux conflits d'intérêts, en réformant la Loi sur l'accès à l'information ainsi qu'en resserrant le registre des lobbyistes.

Nos élus travailleront à une réforme de la Loi sur la protection de la vie privée à l'ère des nouvelles technologies, qui s'assurera que la protection de la vie privée soit considérée comme un droit fondamental.

Le Bloc Québécois proposera une modernisation des systèmes informatiques désuets du fédéral, cause de fiascos coûteux.

Il proposera que toute future commission d'enquête publique soit dirigée par un commissaire choisi par le Parlement.

Le Bloc Québécois déposera un projet de loi pour protéger les lanceurs d'alerte et agira pour enrayer la fraude plutôt que traquer les dénonciateurs.

Protéger la justice

Le Bloc Québécois s'opposera à toute remise en question de l'utilisation de la clause dérogatoire par le Québec, dont c'est la prérogative.

Il déposera un projet de loi pour empêcher les procès pour crimes graves d'être annulés pour des raisons de délais en invoquant l'arrêt Jordan.

Il déposera également un projet de loi antigang en créant une liste des entités criminelles et en facilitant la saisie des biens liés à la criminalité.

Il déposera un projet de loi pour freiner l'aggravation de la criminalité juvénile, notamment en sévissant plus efficacement contre toute personne impliquée dans le recrutement de mineurs en vue de participer à la criminalité.

Le Bloc Québécois déposera un projet de loi afin de remettre en place des peines minimales pour les crimes graves, tout en permettant des exceptions à la discrétion des juges avec justification.

Le Bloc Québécois déposera un projet de loi reprenant la partie consensuelle du projet de loi C-63 et des éléments du projet de loi S-210 afin de lutter contre la pornographie juvénile, l'exploitation des mineurs, la diffusion de matériel sans consentement, notamment en rendant les plateformes responsables du contenu qu'elles hébergent.

Il militera pour que le Québec puisse lui-même sélectionner les juges issus du Québec siégeant à la Cour suprême.

Il s'assurera que tous les juges nommés à la Cour suprême maîtrisent le français.

Il travaillera à imposer un délai maximal au fédéral pour remplir les postes vacants à la magistrature.

Le Bloc modifiera la Loi sur les mesures d'urgence afin qu'elle ne puisse être invoquée sans l'accord explicite du Québec et des provinces concernées et non pas après simple consultation.

Le Bloc Québécois proposera d'étudier comment sévir contre le contrôle coercitif d'un partenaire intime.



Échanger de nation à nation

Le Bloc Québécois continuera d'entretenir et privilégier des relations de nation à nation avec les communautés autochtones.

Il défendra l'autodétermination des Autochtones et travaillera de concert avec ceux-ci pour s'assurer qu'Ottawa respecte la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones dans ses juridictions.

Il est favorable à l'autonomie gouvernementale des communautés autochtones ainsi qu'aux partenariats et ententes de cogestion.

Nous travaillerons à la mise en œuvre des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation.

Le Bloc Québécois réitère que le plus grand obstacle à l'autodétermination des Premières Nations, selon nous, est la Loi sur les Indiens et il sera un allié pour quiconque souhaite imaginer un avenir sans celle-ci, dans le respect de la volonté des Autochtones.

Le Bloc Québécois continuera d'appuyer des investissements pour promouvoir les langues, les cultures et les traditions autochtones.

Il continuera de pour mettre fin au sous-financement fédéral des corps policiers autochtones, encore plus urgent depuis qu'Ottawa songe à transformer le mandat de la GRC.

Nous continuerons de militer pour régler la crise inhumaine de l'accès à l'eau potable dans les réserves.

Le Bloc proposera des investissements en logement résilient dans les communautés nordiques, en plus de soutenir ces communautés face au dégel du pergélisol, qui aggrave les besoins en matière de rénovation.

Il proposera de renouveler le financement des activités des gardiens autochtones.



Choisir un environnement sain

Le Québec est vert. Vert et bleu, depuis la naissance de notre peuple au long du fleuve Saint-Laurent, puis de ses affluents, jusqu'à son émancipation, symbolisée par la nationalisation de l'hydroélectricité.

Nous avons toujours été et sommes toujours tributaires de la force de notre territoire que nous avons le privilège d'occuper, alors que ce sont nos forêts, nos terres, nos cours d'eau, notre sous-sol et nos énergies renouvelables qui alimentent encore aujourd'hui ce qui sera l'économie de demain.

Voilà pourquoi la menace Trump ne peut détourner le Québec de la menace des changements climatiques. Voilà pourquoi les reculs américains et canadiens en matière de lutte aux changements climatiques ainsi que les difficultés actuelles de la filière batterie ne peuvent pas détourner les Québécois de la transition écologique.

Les Québécois paient déjà le prix de décennies de politiques obsessivement propétrole et gaz du Canada. Nous le payons à l'épicerie, dans nos assurances, dans

les sommes publiques sans cesse plus colossales que nous consacrons à réparer les catastrophes naturelles.

Bien au contraire du pessimisme, la menace Trump pourrait être une occasion à saisir pour les Québécois. Celle de mieux nous adapter aux changements climatiques qui nous affligent déjà, puis d'en réduire les coûts à long terme. Celle de protéger nos ressources rares et propres, puis d'en faire des filières d'économie circulaire et durable. Celle d'investir dans des infrastructures plus vertes et résilientes. Celle de remettre une facture aux responsables de la crise climatique pour les conséquences de leurs actes.

En cette période d'incertitude, un choix différent s'offre aux Québécois. Plus responsable, plus humain aussi.

Il n'en tient qu'à chacun et chacune d'entre nous de dire que nous n'abandonnons ni nos priorités, ni notre souveraineté.

De le dire haut et fort : « Je choisis le Québec ».





Lutter contre les changements climatiques

Le Bloc Québécois défendra le principe de souveraineté environnementale du Québec, en vertu duquel les lois du Québec et les règlements d'aménagement de notre territoire priment sur les lois fédérales.

Il portera la demande du gouvernement du Québec voulant que les actions du fédéral en matière de climat soient complémentaires à celles du Québec, plutôt que concurrentes, et réaffirme, comme l'a écrit Québec à Ottawa, « la nécessité d'entamer rapidement des discussions en vue de conclure une entente de transfert au Québec de sa juste part des fonds pour les programmes qui dédoublent et chevauchent ses initiatives ».

Le Bloc Québécois est le seul parti fédéral à appuyer sans réserve le « Consensus québécois en environnement » présenté par une vingtaine d'organisations québécoises de défense de l'environnement.

Le Bloc Québécois déposera une loi pour empêcher toute régression des politiques environnementales et des politiques climatiques.

Il proposera d'instaurer un test climat, afin que chaque décision fédérale soit évaluée en fonction de son alignement avec l'objectif de l'Accord de Paris visant à limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C. Ce test climat inclura l'obligation d'évaluer des critères de justice environnementale, de sobriété énergétique et d'exemplarité de l'État.

Le Bloc exigera que le fédéral cesse de prendre des engagements climatiques sans mettre en œuvre les mesures permettant de les atteindre dans son Plan de réduction des émissions.

Il luttera pour l'imposition d'un plafonnement des émissions des GES du secteur canadien du pétrole et du gaz qui engendrera chaque année une réduction réelle de la pollution par le carbone d'ici 2030.

Il proposera d'éliminer l'ensemble des subventions et de toute forme d'aides publiques accordées au secteur des combustibles fossiles, y compris le soutien financier accordé par l'intermédiaire d'Exportation et développement Canada, tout en s'assurant que ces entreprises n'imposent pas au public les coûts liés à la réduction des émissions ou à la dépollution de l'environnement.

Il défendra la tarification du carbone partout au Canada, tout en réitérant l'invitation du Québec aux autres provinces à se joindre au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission du Québec avec la Californie et l'État de Washington.

Le Bloc militera contre toute forme de promotion du pétrole « vert » et contre les stratégies d'écoblanchiment de l'industrie des sables bitumineux.

Conséquemment, le Bloc Québécois exigera que le Canada définisse uniquement les énergies renouvelables comme étant des énergies propres.

Le Bloc Québécois travaillera à interdire les exportations canadiennes de charbon thermique.

Changer pour s'adapter

Le Bloc proposera d'imposer une taxe sur les profits démesurés des compagnies pétrolières et gazières, dont les revenus seront directement réinvestis dans l'adaptation aux changements climatiques, afin de compenser les dommages dont ces compagnies sont responsables.

Il travaillera à protéger les maisons des Québécois en exigeant du fédéral un programme de réassurance, permettant à tous de jouir d'une assurance à prix raisonnable face aux catastrophes naturelles récurrentes.

Il exigera une hausse importante du financement fédéral pour contrer l'érosion des berges.

Le Bloc exigera qu'Ottawa transfère ses pouvoirs en matière de navigation en eau douce afin que Québec et les villes puissent enfin contrôler l'impact des bateaux sur l'érosion des berges.

Il exigera des réinvestissements immédiats et structurants dans le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes.

Le Bloc exigera des investissements pour le tourisme durable, incluant l'adaptation aux changements climatiques, la diversification des activités économiques, la promotion internationale ainsi qu'un fardeau administratif réduit.



Protéger la nature

Le Bloc exigera que le fédéral triple sa part du financement de l'accord Canada-Québec sur la nature, soit passer de 100 M\$ à 300 M\$.

Le Bloc Québécois exigera la fin immédiate de l'exploration pétrolière extracôtière et dans toutes les formes d'aires marines protégées.

Le Bloc talonnera le gouvernement pour qu'il interdise dès maintenant toutes les utilisations non essentielles des PFAS dans les produits de consommation et les usages industriels, comme il s'est engagé à le faire.

Il convaincra le Canada de signer un traité mondial contraignant sur le plastique, en plus d'exiger la fin de l'exportation de déchets plastiques et la réduction rapide, jusqu'à l'abolition, des plastiques à usage unique.

Il poursuivra son combat contre le projet de dépotier nucléaire de Chalk River.





Réorganiser nos transports

Le Bloc Québécois réitère que le rôle du fédéral en matière d'infrastructure se résume à sa participation financière.

Le Bloc proposera de doubler le financement du transport collectif et de soutenir tous les projets sélectionnés par le gouvernement du Québec.

Le Bloc proposera que le fédéral investisse aussi dans le maintien des actifs de transport en commun afin de préserver les infrastructures dont nous profitons déjà, par exemple, le métro de Montréal.

Il proposera du soutien financier aux efforts du Québec et des provinces pour développer le réseau de bornes de recharge, incluant la recharge en milieux commercial et industriel ainsi qu'aux immeubles multilogements.

Le Bloc déposera une loi zéro émission afin d'obliger les concessionnaires automobiles à tenir en stock un minimum de petits véhicules électriques.

Il remettra en place un crédit d'impôt d'une durée limitée pour l'achat ou la location d'un véhicule électrique, neuf ou usagé, tout en le modulant selon les revenus et en permettant d'y recourir une seule fois.

Il militera pour des mesures encourageant la population à la mobilité durable, par exemple le retour d'un crédit d'impôt pour un abonnement de transport en commun ou l'utilisation d'un service d'autopartage.



Développer nos infrastructures

Le Bloc Québécois a toujours recommandé le versement en bloc au Québec et sans condition des sommes prévues pour les infrastructures, une compétence exclusive du Québec.

À défaut, il proposera que les sommes des programmes fédéraux, incluant en logement, soient versées dans des fiducies afin d'éviter que les sommes prévues soient ravalées dans le fonds consolidé à la suite de chicanes de conditions causées par Ottawa.

Il exigera que le fédéral augmente sa contribution financière sans condition au programme de la Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ).

Il appuiera la contribution financière du fédéral aux programmes québécois de production d'énergies renouvelables, prioritairement l'éolien et le solaire, mais également le réseau hydroélectrique québécois, en favorisant le développement de la filière manufacturière québécoise.

Il proposera d'augmenter substantiellement le financement de la Stratégie nationale d'adaptation et de transférer au Québec sa part.

Le Bloc Québécois proposera de reconduire le programme de prêt pour les maisons plus vertes.

Le Bloc recommande de soutenir financièrement la décarbonation et l'innovation en milieu industriel, avec sa juste part des investissements au Québec.



Faire contribuer la finance verte

Le Bloc Québécois déposera un projet de Loi sur la finance alignée sur le climat, en le bonifiant d'incitatifs aux investissements verts et d'un désinvestissement du pétrole et du gaz.

Il exigera que le régime de pension fédéral se retire des énergies fossiles.

Le Bloc proposera au fédéral de doubler l'émission d'obligations vertes et de rediriger les nouvelles sommes investies par les épargnants plus spécifiquement dans l'adaptation climatique.

Il militera pour la création d'incitatifs fiscaux rendant les REER certifiés durables plus avantageux que ceux qui ne le sont pas.

Choisir le Québec

Choisir le Québec, c'est choisir des femmes et des hommes qui partagent nos aspirations, nos ambitions et nos rêves.

Choisir le Québec, c'est choisir des réponses aux questions que nous posons, des solutions aux problèmes auxquels nous faisons face, des idées pour affronter les défis qui sont les nôtres.

Connectés sur notre réalité.

Choisir le Québec, c'est travailler à sa prospérité, c'est soutenir nos entreprises, nos travailleurs, selon nos façons de faire.

Choisir le Québec, c'est choisir les Québécois, celles et ceux qui bâtissent notre nation, unique au monde, celles et ceux que nous accueillons, celles et ceux que nous mettons au monde et qui seront là après nous.

Choisir le Québec, c'est choisir sa langue, la langue française, sa culture, son identité.

Choisir le Québec, c'est accepter les choix des Québécois, c'est défendre la séparation de la religion et de l'État, c'est promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est valoriser son histoire et la faire connaître.

Choisir le Québec, c'est choisir son territoire, en prendre soin, faire sa part pour lutter contre le réchauffement climatique et privilégier l'énergie propre plutôt que l'énergie fossile.

Choisir le Québec, c'est ne pas sacrifier ses intérêts au profit d'intérêts supérieurs, c'est développer ses secteurs de pointe, comme l'aéronautique, la filière batterie, l'intelligence artificielle, et c'est innover de façon responsable dans l'exploitation de ses ressources naturelles.

Choisir le Québec, c'est l'engagement que le Bloc Québécois prend tous les jours.

Je choisis le Québec.



**Je choisis
le Bloc Québécois.**

blocquebécois.org